Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

250 | Avril-Juin 2010

L'Afrique au cœur du sport mondial

Les enjeux socio-économiques du Mondial 2010

Social and economical stakes of the 2010 Soccer World Cup

Pascal Charles

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/5943>

DOI : 10.4000/com.5943

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2010

Pagination : 211-234

ISBN : 978-2-86781-661-1

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Pascal Charles, « Les enjeux socio-économiques du Mondial 2010 », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 250 | Avril-Juin 2010, mis en ligne le 01 avril 2013, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/com/5943> ; DOI : 10.4000/com.5943

Les enjeux socio-économiques du Mondial 2010

Pascal CHARLES¹

Depuis l'avènement des Jeux Olympiques (JO) de l'ère moderne ou des Coupes du monde qui sont la vitrine de nombreux sports contemporains, le continent africain n'a quasiment pas été sollicité pour recevoir ces grandes messes du sport mondial. L'Afrique du Sud post-apartheid² a certes reçu l'approbation d'instances sportives internationales pour organiser des événements de grande ampleur tels que la Coupe du monde de rugby en 1995, la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) de 1996 ou, à un degré moindre, la Coupe du monde féminine de Golf et la course dans les rues d'inauguration de la Coupe du monde A1 Grand Prix de Moto-sport en 2005 et 2006. Mais leurs impacts socio-spatiaux en Afrique du Sud furent faibles, dans l'espace comme dans le temps. Qu'en sera-t-il à l'issue du Mondial 2010? Cet événement sportif prévu pour durer un mois sera-t-il un outil d'aménagement et de développement urbains, inscrits dans la durée au-delà des très attendues retombées économiques et touristiques ?

1. Doctorant, UMR ADES du CNRS, Université Michel de Montaigne - Bordeaux 3 ; mél: yanncharles1980@msn.com

2. La période post-apartheid succède à celle de l'apartheid (qui signifie en afrikaans « séparation, mise à part ») caractérisée par un système politique basé sur la ségrégation raciale. Ce système était régi par la population blanche minoritaire en Afrique du Sud qui s'arrogea les pleins pouvoirs politiques et économiques sur le reste de la population. L'arrivée au pouvoir, en 1948, du Parti nationaliste du révérend Daniel Malan entraîna une certaine légitimité politique de ce concept de ségrégation raciale par l'adoption de lois promouvant, dès cette époque, le développement séparé des Blancs (*afrikaners* et britanniques) et du reste de la population d'Afrique du Sud (Zoulous, Bantous, Indiens et Métis). Les oppositions internes, menées globalement par l'*African National Congress* (ANC) de Nelson Mandela et se traduisant parfois par des événements tragiques (massacres de Sharpeville en 1960 et émeutes de Soweto en 1976), combinées aux condamnations fermes de la communauté internationale pendant cette période (exclusion de l'Afrique du Sud du Commonwealth dès 1961, embargos économiques et pressions politiques émis par les États-Unis et le Canada) font peu à peu disparaître les lois mises en place par ce gouvernement ségrégationniste sud-africain jusqu'à l'abolition des dernières lois ségrégationnistes en 1991 et les premières élections démocratiques et multiethniques en 1994, aboutissant la même année à l'élection de Nelson Mandela comme premier Président noir d'Afrique du Sud.

Malgré l'aptitude des agents économiques à coordonner un bon nombre d'actions et programmes de développement, susceptibles de créer un « impact durable » de la Coupe du monde sur la première puissance économique africaine, il reste toutefois des incertitudes quant à cette capacité à réunir tous les facteurs qui permettront de réaliser des performances post-Mondial bénéfiques pour l'ensemble de la population. Un des risques majeurs pour un tel événement est d'être récupéré en exclusivité par des groupes ethniques ou socio-professionnels, des organismes sportifs ou de grands groupes privés appartenant à un seul pan de l'économie sud-africaine. Cela se fera-t-il au détriment d'un développement synonyme de prospérité et de bien-être pour l'ensemble des Sud-africains ?

C'est pourquoi dans un premier temps nous mettrons en lumière les espoirs des autorités sud-africaines, fondés sur les retombées économiques et touristiques du Mondial 2010. Dans un second temps, nous mettrons en exergue la place des stades et des montages partenariaux dans le cadre d'un développement local et urbain. Enfin, nous mettrons en relation les préoccupations pré-2010 avec les aspirations post-2010 des autorités sud-africaines au sujet notamment des sites retenus dans le cadre de cette Coupe du monde de football.

Du 11 juin au 11 juillet 2010, l'Afrique du Sud va accueillir la XIX^e édition de la Coupe du monde de football. Les phases finales se dérouleront sur dix sites répartis dans neuf villes sud-africaines. À titre de comparaison, l'édition 2002 au Japon et en Corée du Sud s'est déroulée dans vingt stades, et celle de 2006 en Allemagne dans douze stades. Avec dix stades, les organisateurs sud-africains reviennent sur le même nombre de stades retenus que pour la Coupe du monde de football de 1998 en France. La moitié des stades retenus pour 2010 sont nouveaux. Ceux-ci se localisent dans les provinces du Limpopo, du Mpumalanga, du Cap Oriental, du Kwazulu-Natal ainsi qu'au Cap Occidental.

L'année 2010 est l'année de toutes les premières pour l'Afrique du Sud. En effet, le pays organise la XIX^e édition de la Coupe du monde de football mais aussi la première sur le continent africain. De plus, le Mondial 2010 se déroulera exclusivement en Afrique du Sud, contrairement à la Coupe du monde de cricket de 2003 qui se joua en Afrique du Sud, au Kenya et au Zimbabwe. Et à la différence de la Coupe du monde de rugby en 1995, le pays sera hôte d'une compétition dont le football, sport collectif populaire globalement pratiqué ici par la population noire sud-africaine³ qui a fait

3. La réputation du *soccer* en tant que sport simpliste et populaire se traduit, en Afrique du Sud, par un manque d'intérêt de la part de certains groupes ethniques de la population, en particulier les Sud-africains blancs surnommés les *afrikaners* ou les *boers*. Le *soccer* n'est pas le plus représentatif des sports dans ce

depuis fort longtemps sa mue vers le monde du professionnalisme. Enfin, à la différence de la CAN de 1996 exclusivement vouée aux Africains, l'Afrique du Sud sera en 2010 le centre d'intérêt de milliards d'individus qui seront des touristes potentiels ou de futurs investisseurs étrangers pour ces villes hôtes.

CAP-OCCIDENTAL Nom des 9 provinces sud-africaines

Le Cap Ville hôte possédant 1 site pour le Mondial 2010

Johannesburg Ville hôte possédant 2 site pour le Mondial 2010

Paarl Autres villes ayant été hôtes lors des précédentes compétitions sportives internationales organisées en Afrique du Sud après 1994

Agglomérations sud-africaines

plus de 1 millions d'habitants
de 150 000 à 1 millions d'habitants
de moins de 150 000 habitants

- Villes hôtes dans le cadre de la Coupe du monde de rugby 1995
- Villes hôtes dans le cadre de la Coupe d'Afrique des nations de football 1996
- Villes hôtes dans le cadre de la Coupe du monde de cricket 2003

Figure 1 – Villes retenues dans le cadre des compétitions sportives internationales organisées en Afrique du Sud après 1994

pays où il est plus ou moins « boudé » par différents groupes ethniques, plus que par une Catégorie Socio-professionnelle (CSP) même. Cela semble se vérifier quelle que soit la dimension scalaire prise en compte. Avec l'arrivée de la Coupe du monde de football, il est tout à fait concevable que l'Afrique du Sud acquiert un nouveau statut sportif sur la scène internationale. Mais les Sud-africains sauront-ils tirer profit de ce nouveau statut international ?

Stades nouveaux pour 2010			Stades existants rénovés pour 2010		
Le Cap - province du Cap-Occidental -	Green Point Stadium	68 000 places	Johannesburg - province du Gauteng -	Soccer City ou First National Bank - ou FNB - Stadium*	94 700 places
Port Elizabeth - province du Cap-Oriental -	Nelson Mandela Bay Stadium	49 500 places - 44 000 après 2010 -		Ellis Park Stadium ou Coca-Cola Park	60 000 places
Nelspruit - province du Mpumalanga -	Mbombela Stadium	46 000 places	Pretoria - province du Gauteng -	Loftus Versfeld Stadium	50 000 places
Polokwane - province du Limpopo -	Peter Mokaba Stadium	45 000 places	Bloemfontein - province de l’État Libre -	Free State Stadium	48 000 places
Durban - province du Kwazulu-Natal -	Moses Mabhida Stadium**	70 000 places - 54 000 après 2010 -	Rustenburg - province du Nord-Ouest -	Royal Bafokeng Stadium	42 000 places

* Appelé aussi *Soccer City*, le *First National Bank* ou *FNB Stadium* est l’enceinte sportive principale de la fédération d’Afrique du Sud de football (*South African Football Association* ou *SAFA*).

** Le *Moses Mabhida Stadium* de Durban n’est pas construit ex-nihilo. Il est en effet situé sur le site de l’ancien stade, le *Kings Park Stadium*, qui a été complètement démoli.

Tableau 1 – Les 10 stades qui accueilleront les phases finales du Mondial 2010 en Afrique du Sud (en gris : les stades retenus pour recevoir les matches de la Coupe des Confédérations en 2009⁴)

4. Compétition internationale se disputant depuis 2001 avant chaque phase finale de Coupe du monde pour que le pays organisateur ait la possibilité de tester tous les équipements (sportifs et autres) requis par l’instance suprême du football, la Fédération Internationale de Football Association ou FIFA, pour accueillir ce type de manifestations sportives. Pour l’édition de 2009, les champions de la confédération sud-américaine (le Brésil), de la confédération de football d’Amérique du Nord, d’Amérique centrale et des Caraïbes (les États-Unis), de la confédération asiatique (l’Irak) ainsi que les champions de la confédération africaine (l’Égypte), de l’Union européenne des associations de football (l’Espagne) et de la confédération d’Océanie (la Nouvelle-Zélande) rejoignirent le pays hôte sud-africain et l’Italie, championne du monde en titre dans la compétition qui se déroula dans quatre stades : l’*Ellis Park* à Johannesburg, le *Loftus Versfeld* à Pretoria, le *Royal Bafokeng Sports Palace* à Rustenburg et le *Free State Stadium* à Bloemfontein. Tous les quatre appartiennent à la liste des cinq stades « anciens », et par conséquent requièrent simplement quelques travaux de rénovation avant le début de cette compétition. Le Brésil sortit vainqueur de la Coupe des confédérations 2009, devant les États-Unis et l’Espagne.

I – L’Afrique du Sud et la scène sportive internationale

Rétrospectivement, il faut reconnaître que les préparatifs de deux compétitions de ces sports rois en Afrique du Sud (en 1995 pour le rugby, soit tout juste un an après la fin de l’apartheid, et en 2003 pour le cricket) n’auront pas suscité le même élan populaire que dans le cadre des préparatifs au Mondial 2010. Quoi qu’il en soit, ces deux manifestations d’ampleur internationale ont confirmé, d’une part, le retour en grâce de l’Afrique du Sud (et plus généralement de l’Afrique) dans la rude compétition mondiale pour l’attribution de grands événements sportifs et, d’autre part, l’ancrage définitif de ces deux sports traditionnels⁵ dans cette région d’Afrique australe⁶. Durant les années 1990, dites « post-apartheid », l’Afrique du Sud s’est de nouveau ouverte à la scène internationale dans les domaines politique, économique, et sportif. Cette renaissance sportive fut officialisée le 3 juillet 1991 lorsque l’Afrique du Sud fut réintégrée dans le mouvement olympique lui permettant l’année suivante de participer aux jeux de Barcelone. Pour rappel, le pays en fut exclu le 12 août 1964, à Genève, par le Comité International Olympique (CIO), la veille des JO d’été de Tokyo. En ce qui concerne le football sud-africain :

Entre 1955 et 1992, il n’a pas disputé un seul match international. [...] Ce régime [d’apartheid] avait été mis au ban des nations. En conséquence l’Afrique du Sud était exclue des compétitions sportives internationales. Par la suite, devant les pressions de l’opinion publique mondiale, des sanctions économiques internationales avaient été mises en place, accompagnant l’isolement politique et sportif du pays. Leur succès avait conduit l’Afrique du Sud à mettre fin à l’apartheid. [...] Logiquement, l’équipe de l’Afrique du Sud était réintégrée dans la famille internationale du football et, le 7 février 1992, le premier match africain se déroulait à Dorval contre le Cameroun. C’est aussi le premier match de l’équipe unifiée d’Afrique du Sud (Boniface, 2002).

Il aura donc fallu attendre quatre-vingts ans après la première édition de 1930 en Uruguay⁷ et le démantèlement d’un régime politique prônant le

5. Aujourd’hui une part importante des Sud-africains blancs (les *Afrikaners*) et métis (les *coloured people*) se reconnaît peu dans le football, certainement le sport le plus populaire en Afrique du Sud. La prédominance du cricket et du rugby dans les médias publics et privés sud-africains fait de l’ombre au football, qui est tant adulé par les Noirs sud-africains. Indéniablement, l’organisation d’une Coupe du monde sera un appui pour le football du pays. *Quid* alors de la place du cricket, sport national ? Se dirigeront-ils vers une démocratisation de leurs pratiquants ou au contraire tendront-ils à se marginaliser afin de préserver une identité propre à chacun d’eux, face au raz-de-marée annoncé du ballon rond en Afrique du Sud ?

6. Il est vrai qu’on retrouve aussi ces sports « séculaires » aux racines britanniques en Namibie, au Zimbabwe, au Botswana et au Mozambique.

7. À l’initiative du français Jules Rimet, alors président de la Fédération Internationale de Football, cette première édition rassembla seulement treize pays dont la France, la Belgique, la Yougoslavie et la Roumanie qui étaient les seuls représentants du continent européen. Les matches, au nombre de dix-huit, se

développement séparé des peuples d'Afrique du Sud pour que celui-ci, moteur économique de tout un continent⁸, soit pour la première fois l'hôte d'une Coupe du monde de football.

1 – *Quid des retombées du Mondial 2010 en Afrique du Sud ?*

Dans son discours à la nation en 2006, l'ancien Président de l'Afrique du Sud, Thabo Mbeki, affirmait que la Coupe du monde serait une contribution énorme, non seulement pour la croissance socio-économique de l'Afrique du Sud, mais aussi pour le développement de l'ensemble du continent. L'enjeu politique est donc clair et affiché : il s'agit, *via* cette manifestation sportive, de canaliser les flux potentiels de capitaux apportés par les touristes étrangers et de les utiliser à bon escient afin de mieux répartir les richesses et ainsi changer la donne pour l'Afrique du Sud, pour les deux voire trois prochaines décennies. Il est quasi certain que cette ruée de supporters étrangers en Afrique du Sud, synonyme d'apport massif de devises, permettra pendant cette courte période de compétition active de doper la consommation à un niveau jamais atteint auparavant. De fait, la demande intérieure devrait être soutenue par l'effet de la hausse du moral de la population du pays organisateur.

En outre, la médiatisation à outrance au cours du mois durant lequel les phases finales se dérouleront, va jouer un rôle déterminant pour l'essor du tourisme. En 2007, plus de 9 millions de touristes ont foulé le sol sud-africain contre près de 8,5 millions pour l'année 2006, et 6,5 millions en 2003. Le secteur touristique représente aujourd'hui 2,5 % du Produit Intérieur Brut (PIB) de l'Afrique du Sud et les autorités sud-africaines espèrent atteindre, en 2010, le cap des 10 millions de touristes, dont 450 000 uniquement pour le Mondial. Et parce que ces millions de touristes seront amenés à se déplacer entre les différents sites de la compétition, le gouvernement sud-africain s'est engagé, depuis le 15 mai 2004⁹, à investir plus de 4 milliards US\$, dont 500 millions dans la rénovation et la construction des dix stades retenus¹⁰; 600 millions

déroulèrent dans trois stades de la capitale de l'Uruguay : Montevideo. Leurs capacités d'accueil étaient de 5000, 20000 et 80000 places pour le plus grand.

8. Le Produit Intérieur Brut de l'Afrique du Sud pèse aujourd'hui pour environ un quart du PIB du continent africain, soit l'équivalent par an de 400 milliards de dollars.

9. Ce jour-là le comité exécutif de la FIFA a choisi l'Afrique du Sud par 14 voix contre 10 pour le Maroc pour l'organisation du Mondial 2010.

10. Le gouvernement sud-africain avait initialement débloqué 500 millions US\$ sur un budget total initialement prévu à plus de 1,2 milliard US\$ pour ces projets de stades rentrant dans le cadre d'un programme de développement. Aujourd'hui, les responsables politiques font face à une « escalade des coûts » aux dires mêmes de Danny Jordan, président du comité d'organisation de la Coupe du monde 2010. En effet, la facture pour le gouvernement central devrait s'élever à presque 1,5 milliard US\$ pour la construction et l'agrandissement des dix stades retenus pour le Mondial 2010 et la construction d'autres stades plus petits et situés dans des zones dites « rurales » des villes hôtes. Ces lieux ont été conçus pour les

dans la modernisation des principaux aéroports du pays; mais surtout 1 200 millions US\$ dans l'amélioration des réseaux routier et ferroviaire du pays (Moodley, 2007, p. 54-61). Concrètement, le PIB sud-africain pourrait s'accroître de plus de 21 milliards de rands — ou près de 3 milliards US\$ grâce au Mondial 2010, et 12,5 milliards de rands (ou 1,5 milliard US\$) seront générés en dépenses directes par des flux annuels d'investissements, étrangers ou non, dans tout le pays. Ces effets indirects, en outre, ne laisseraient pas en reste l'ensemble de l'Afrique australe où de nombreux touristes du Mondial 2010 auront la possibilité de visiter les pays limitrophes¹¹,

grâce à leur visa sud-africain et à une desserte routière vers ces différents États (Gbadamassi, 2004).

Cela sera un changement radical après la période d'apartheid pendant laquelle la circulation des populations indigènes était très circonscrite à cause des mesures réglementant l'immigration en zone blanche et particulièrement dans les villes sud-africaines via notamment l'influx control instauré par les autorités sud-africaines de l'époque.

2 – Un Mondial pour des retombées locales

Le Mondial de football laisse entrevoir des répercussions notables dans des secteurs stratégiques de l'économie locale sud-africaine en bénéficiant des interventions de l'État, des autorités locales et des entreprises privées. Encore faut-il prouver que ces investissements portés vers la construction de stades et autres équipements, plus ou moins liés à ces enceintes sportives, ne compromettent en aucun cas la poursuite des investissements dans d'autres secteurs de l'économie du pays. Le risque est réel d'utiliser les facteurs travail et capital du pays dans l'organisation de cet événement et de pénaliser les autres pans économiques susceptibles d'être fragilisés sur le plan local. De surcroît, des interventions publiques mal orientées ne pourraient qu'accentuer des disparités socio-économiques au sein d'une population locale déjà touchée par de profondes inégalités socio-ethniques nées de l'apartheid¹².

entraînements des équipes et pour toutes autres manifestations sportives.

11. Afin de « redorer l'image ternie de leur pays, améliorer l'état de son économie malade et attirer les touristes » (cf. SMITH, D., *Mugabe hopes England and Brazil will use Zimbabwe as World Cup base*), les autorités zimbabwéennes convoitent des équipes — britannique, brésilienne et nigériane — qualifiées pour les phases finales du Mondial 2010 en Afrique du Sud, afin de « convaincre [celles-ci] d'installer leur camp d'entraînement » sur le territoire zimbabwéen. Cependant, le responsable du comité sud-africain d'organisation du Mondial, Danny Jordaan, estime que cette proposition du Zimbabwe est mal venue eu égard du régime politique actuellement en place dans ce pays.

12. La fin de l'apartheid et de la ségrégation spatio- raciale n'est pas vraiment associée à la fin des disparités socio-économiques. Aujourd'hui ce géant africain démocratique qui bâtit depuis des décennies son PIB sur des richesses minières considérables (or, platine, chrome, vanadium, manganèse ou encore alumine) ainsi que sur la production de diamants, voués principalement à l'exportation, n'a pas réussi,

Aussi sera-t-il nécessaire, avant toute perspective trop présomptueuse à très long terme, de pérenniser les emplois directement créés lors de cette compétition, qui se chiffrent à environ 160 000 sur l'ensemble du pays. Les conditions drastiques (dans l'organisation, dans la sécurité des matches et surtout dans la conformité des stades), imposées par la Fédération Internationale de Football Association (FIFA), poussent les représentants politiques locaux à porter une attention particulière au bon fonctionnement des bâtiments et équipements publics tels que les parkings ou la voirie ainsi que les services de santé¹³. L'intérêt des responsables sud-africains est d'optimiser les retombées économiques et touristiques d'un événement planétaire vers les villes hôtes, et de montrer l'image d'un pays soucieux de recevoir en toute commodité et sans heurt les touristes et supporters venus de tous les horizons. Plus qu'à l'échelle d'un simple stade, il s'agit pour l'Afrique du Sud de « jouer la carte de la diversité pour s'inventer un avenir au-delà du sport ». (Charrier, 2008), et, en même temps, de faire émerger une identité propre à chacune des villes hôtes, de personnaliser les sites sportifs tant dans leur conception¹⁴ que dans leur fonction ou leur gestion future afin d'outrepasser les attributs communs de ces dix stades propres au contexte événementiel. Pour que les résidents se reconnaissent dans les ambitions de la ville, les responsables politiques encouragent une politique de fidélisation lors de ce Mondial afin d'inviter toutes les couches socio-économiques de la population sud-africaine à être acteurs de cet événement¹⁵.

paradoxalement, à endiguer la pauvreté et le chômage qui touchent plus de 40 % de la population sud-africaine. Cette situation interne dramatique est à mettre en relation avec les ravages du Sida qui concerne près de 20 % des adultes sud-africains, et particulièrement les hommes qui sont en effectif dégressif sur le marché du travail et qui délaissent certains secteurs de l'économie au profit des femmes. C'est la raison pour laquelle au Cap, par exemple, il n'est pas rare de voir des femmes au volant de bus roulant pour le compte de la municipalité qui gère ce type de transports publics.

13. Le Mondial 2010 sera l'occasion d'améliorer les relations entre les secteurs privé et public de la santé en répondant aux besoins des visiteurs étrangers. Des services d'urgences, mis en place durant cet événement, doivent montrer l'habileté des autorités sud-africaines (et plus exactement du Département National de la Santé) à répondre aux risques de contagion liés à l'apparition ou la hausse de maladies infectieuses (grippe porcine, grippe aviaire, poliomyélite, tuberculose...) en relation avec l'arrivée massive des touristes étrangers dans le cadre de cette Coupe du monde de football. Il s'agira, en outre, pour les organes statutaires qui conseillent le gouvernement sud-africain sur les questions de stupéfiants — l'Autorité centrale contre la drogue (CDA) en Afrique du Sud, en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour la lutte contre la drogue et le crime (ONUDC) — d'appréhender les risques de hausse de trafics de stupéfiants. Le but est de ne pas compromettre le bon déroulement des festivités, d'éviter que le Mondial serve de prétexte à des commerces régis par des hommes d'affaires peu scrupuleux, qui utilisent les populations défavorisées et dépourvues d'emploi pour l'industrie de la drogue.

14. Des stades conçus pour refléter le milieu naturel comme le *Mbombela Stadium* à Nelspruit, capitale de la province de Mpumalanga dans l'est du Transvaal. « Construit à proximité du parc national Kruger, ce stade se signale par seize pylônes de couleur orange censés faire penser aux girafes. Ce style architectural semble inspiré par le manuel qui a poussé les constructeurs de l'aéroport international voisin de Mpumalanga à couvrir de chaume le toit du terminal, dans le style des *lodges* de luxe. » (Duval Smith, 2009).

15. Les organisateurs du Mondial 2010 souhaitent impliquer tous les Sud-Africains dans le succès de cet événement planétaire. C'est pourquoi, pour la première fois depuis la création de cette compétition, des

II – Des ambitions locales plus que sportives

Une Coupe du monde de football, qui dure environ un mois, permet la rénovation ou la réfection d'espaces très localisés, mais n'est probablement pas la réponse unique et à court terme pour régler tous les problèmes substantiels de la société sud-africaine. *A fortiori*, il s'agit d'un pays en développement qui se doit de composer avec un maximum d'outils, parfois nouveaux, en vue de créer des aménagements pérennes *via* des retombées économiques et touristiques tant escomptées à l'issue de cet événement. La volonté de monter des accords de partenariat, coordonnant les actions des entreprises privées et des organismes publics dans le domaine du sport afin de trouver un équilibre dans les financements et de mener les études nécessaires sur l'accessibilité, l'environnement et la sécurité autour des grands équipements sportifs, traduit cette politique.

1 – Ententes sportives entre instances locales, nationales et internationales

Une collaboration entre les niveaux locaux, nationaux et internationaux est la condition pour une restructuration du secteur industriel, ainsi qu'une amélioration du cadre de vie par la voie du logement, de la voirie, des transports publics ou encore de l'administration et autres services publics comme ceux de la santé. Cette alchimie entre un développement urbain et de grands événements sportifs et culturels est toutefois récente¹⁶. Depuis leur avènement, daté de la

billets seront mis sur le marché à des prix très abordables, voire gratuits. Les tarifs des billets d'une Coupe du monde de football varient fortement d'une catégorie à une autre, d'un match à un autre. Concrètement en 2010, ils oscilleront entre 20 US\$ pour un billet de catégorie 4 pour un match de groupe, à 900 US\$ pour un billet de catégorie 1 pour la finale. En ajustant au taux de change l'euro avec le dollar US, les prix des billets devraient être comparables à ceux de 2006, même si le billet le moins cher lors de ce dernier Mondial était de 51 US\$. Les billets de catégorie 4 seront réservés aux résidents sud-africains et représenteront 15 % (soit l'équivalent de 450 000 billets) des 3 millions de billets mis en vente pour cet événement sportif planétaire. Parmi ces billets de catégorie 4 exclusivement payables en rands sud-africains, la FIFA prévoit d'en distribuer 120 000 gratuitement, et ce pour n'importe quel match de la compétition, allant du match d'ouverture à la finale en passant par les matches de poules ou de phases finales. Cette initiative est un exemple de partenariat entrepris par les principaux organisateurs des sphères publique et privée, comme la FIFA et ses grands partenaires privés ainsi que le Comité d'Organisation Local (COL) en charge de coordonner la Coupe du Monde et la Coupe des Confédérations. Le but de cette démarche de gratuité à l'attention de la population sud-africaine est d'éviter toute frustration de la part de celle-ci pendant une Coupe du monde de football organisée chez elle. Il s'agit d'une stratégie d'accès pour des populations modestes, voire pauvres, en rapport avec un événement unique et qui ne se refera pas de sitôt en Afrique Australe. Cependant dans un pays comme l'Afrique du Sud où l'appartenance au groupe ethnique peut prévaloir sur la couleur de peau, il faudra satisfaire toutes ces tendances ethniques et de préférence des personnes en grande précarité socio-économique.

16. Cela concerna dans un premier temps les JO, voire les expositions internationales : « ce sont les JO de Tokyo, en 1964, qui ont mis en avant une représentation nouvelle où les jeux sont pensés dans un

fin du XIX^e siècle ou de la première moitié du XX^e siècle, ces grands rendez-vous sportifs ont souvent été l'apanage des pays riches et développés. Il est remarquable, à l'aube du XXI^e siècle, qu'un pays en développement, comme l'Afrique du Sud, ait le privilège d'organiser une Coupe du monde de football, où les villes hôtes ont certes des politiques communes, mais aussi et surtout des priorités divergentes, à même de fédérer un élan commun par le lien du sport.

La Coupe du monde est un projet unificateur qui nécessite un long travail partenarial entre les autorités politiques à tous les niveaux, et des acteurs économiques, toutes approches sectorielles confondues. L'événement de 2010 est l'opportunité de mettre en œuvre des montages partenariaux : son objectif premier sera de transformer une grande manifestation, de nature éphémère, en un levier de dynamique durable en faveur des villes hôtes. Ces fronts partenariaux entre différentes forces vives, locales ou nationales, privées ou publiques, seront la clé de la réussite au-delà du sport et du contexte événementiel. Outre l'implication de la sphère politique (du Gouvernement central aux autorités provinciales et locales), d'autres organismes sportifs et économiques (SAFA, FIFA et son Comité d'organisation local, services gouvernementaux de la communication) participent logiquement à l'organisation du Mondial 2010. Les municipalités gérant les villes hôtes et les gouvernements provinciaux ont mis en place des Comités politique et technique communs qui complètent les structures nationales et internationales propres à chaque Coupe du monde de football. Par exemple, des organismes directement impliqués à cet événement sportif planétaire, comme le Trésor public¹⁷ sud-africain, le département des Sports et du Loisir, la Banque de Développement de l'Afrique australe¹⁸, ont pour rôle d'évaluer et de financer la construction ou la rénovation des dix stades de la compétition.

2 – Le rôle du Mondial 2010 dans le développement local

Le Mondial 2010 est donc une opportunité de développement urbain autour de trois notions principales : le sport, le site et l'événement. Elles véhiculent des valeurs communes pour toute une population, ainsi que des perspectives de développement en dehors des sites sportifs. Le développement

mouvement global d'urbanisation et de modernisation de la ville qui les accueille » (Bacqué, 1998).

17. La contribution du Trésor public sud-africain est estimée à plus de 2,5 milliards US\$ et sert essentiellement à la rénovation et à la construction des stades dans l'organisation du Mondial.

18. La DBSA (*Development Bank of Southern Africa*), en tant qu'organisme public pour le financement du Mondial 2010, a été nommée organisme responsable des fonds et observera notamment la Loi sur la gestion financière municipale (*Municipal Finance Management Act*, MFMA) ainsi que la Loi sur la gestion financière publique (*Public Finance Management Act*, PFMA) (Moodley, 2007). Il existe actuellement des allocations pour les villes hôtes à travers la subvention à l'infrastructure municipale (*Municipal Infrastructure Grant*, MIG), qui complétera les fonds du DBSA par le biais du MTEF (*Medium Term Expenditure Framework*) défini comme l'encadrement des dépenses à moyen terme.

des transports, du logement et de certains services jusqu'alors inexistants, ou peu exploités dans les villes sud-africaines, réalisé dans le cadre de cette Coupe du monde, doit être programmé en cohérence avec les espérances locales des populations à plus long terme. Mais pour mener à bien ces politiques à l'échelle de toute une agglomération, ces représentations locales apparaissent évidemment d'abord autour des grands stades : ils seront des pôles dynamiques au service de toute une économie locale, la référence architecturale de la ville, et l'image de la réussite sportive. Aussi peut-on imaginer que de nombreuses entreprises sud-africaines ou étrangères voudront s'implanter autour de ces complexes plus que sportifs. Le but est de donner la possibilité aux résidents (sportifs ou non) d'accéder à des équipements d'une grande qualité. Ces sites sportifs, moteurs d'une économie locale, peuvent dès lors trouver une légitimité dans les attentes quotidiennes des locaux, toutes origines confondues. *A contrario*, ces équipements géographiquement accessibles peuvent être sous-utilisés : cette enceinte, aussi flamboyante soit-elle, sera peut-être une coquille vide, privée d'équipe(s) de haut standing (tant sur le plan rugby que football) ou d'animations extra-sportives (concerts, conférences, grandes cérémonies...). Le risque majeur post-mondial est de voir se profiler des contrastes spatiaux entre des quartiers ultra-modernes, ultra-dynamiques, ultra-équipés dans lesquels s'insèrent des stades à haute teneur compétitive, et des quartiers de proximité dénués d'équipements (de santé...) et/ou d'infrastructures élémentaires (réseaux d'électricité, adductions d'eau...). Cela exprimerait un manque d'appropriation de ces sites par la population locale. Certains habitants n'auront pas le sentiment d'une amélioration avec l'arrivée d'un stade très sophistiqué au milieu de quartiers dépourvus d'équipements de base.

Ici [aux abords du *Mbombela Stadium* à Nelspruit], comme partout ailleurs, les énormes dépenses engagées pour la Coupe du monde n'ont eu aucun effet bénéfique visible pour les habitants, qui n'ont toujours ni maison, ni électricité, ni eau potable, ni enseignement, ni centres de soins dignes de confiance (Duval Smith, 2009).

Ces dernières années, des actions « illégales » à l'encontre de certaines compagnies publiques d'électricité sud-africaines ont été menées par des associations défendant la cause des habitants d'anciens grands *townships* d'Afrique du Sud, la situation y devenant très préoccupante en matière d'eau et d'électricité. Ainsi, des compteurs d'électricité ont été piratés afin de rendre gratuite la distribution d'électricité pour les populations les plus défavorisées du pays. L'autre risque post-événementiel pourrait être de voir tout simplement ces complexes sportifs se doter d'une exploitation menant vers des objectifs autres que sportifs (ou, du moins, des enjeux sportifs sans

grand intérêt pour le sport local), d'où une image fallacieuse et ambiguë pour une population locale en recherche d'identité et de repères.

3 – Synergies locales et nationales au service d'un développement extra-sportif

Ainsi les stades seront-ils peut-être gérés comme de vraies entreprises ou des consortiums, dans lesquels les valeurs sportives pourront être, peu à peu, éludées au profit du spectacle, de la rentabilité, du *sponsoring* et du résultat, d'où cette volonté, pour la plupart des acteurs, de mutualiser dans le cadre de cet événement sportif planétaire tous les efforts politiques et économiques tant sur les plans local que national. Les politiques locales (pour l'aménagement des transports en commun, la réhabilitation ou la rénovation de certains logements, la construction de galeries marchandes et autres services tertiaires ou tertiaires supérieurs autour du stade...) doivent tenir un rôle aussi important que les politiques nationales en charge de la rénovation ou la construction des stades, des aménagements des routes, des voies ferrées et des aménagements des aéroports. Ces derniers seront très sollicités par les touristes lors du Mondial 2010 : l'Afrique du Sud est grande comme deux fois et demie la France, et les villes hôtes sont parfois distantes de plusieurs centaines de kilomètres (tabl. 2). Le talon d'Achille de toutes ces villes hôtes est l'insécurité et la criminalité : elles sont au cœur des débats au sein des plus hautes instances du pays à quelques jours du début de ce Mondial 2010. La recherche d'une synergie des politiques locale et nationale pour une fluidité permanente des touristes et autres usagers lors de cette manifestation sera essentielle. L'objectif politique affiché est de fidéliser les touristes étrangers, la plupart émanant des pays développés d'Europe, d'Amérique du Nord, voire d'Extrême-Orient, à un unique et indivisible environnement sud-africain aseptisé. Le risque n'est-il donc pas de réduire cet environnement au contexte événementiel sportif doté de mesures politiques fringantes mais sans lendemain pour la population locale ? C'est pourquoi la question du partenariat semble primordiale avant, pendant et après le Mondial 2010, dans le but d'utiliser ces complexes sportifs en dehors de ce contexte événementiel. L'intérêt d'un événement sportif planétaire ne doit pas résider dans les stades mais davantage dans ce qui gravite autour, et dont l'ensemble servira de moteur économique et d'images sportive et culturelle au service du pays tout entier.

Bloemfontein									
429	Durban								
382	455	Johannesburg							
895	1327	1256	Le cap						
617	455	291	1512	Nelspruit					
717	879	338	1721	290	Polokwane				
509	663	874	648	1049	1394	Port Elisabeth			
419	488	40	1287	281	260	914	Pretoria		
394	545	100	1231	372	360	902	91	Rustenburg	

Tableau 2 – Distances kilométriques à vol d'oiseau
entre les villes hôtes du Mondial 2010 en Afrique du Sud

Figure 2 – Réseaux de transports routiers, ferroviaires
et aériens en Afrique du Sud

Photos 1 et 2 – Ces deux photographies montrent le stade de rugby et de football de Bloem-fontein (photo de gauche) avant sa rénovation: il recevra les matches de la Coupe du monde 2010. Les travaux d'agrandissement du Vodacom Park Stadium (photo de droite) ont débuté au cours du deuxième semestre 2007 pour une livraison au premier semestre 2009. La nouvelle enceinte sportive a une capacité de 48 000 places environ

(Clichés : P. Charles)

Photos 3 et 4 – Un autre exemple de site retenu pour le Mondial 2010 : il s'agit du Green Point Stadium ou Cape Town Stadium au Cap qui se situe en lieu et place de l'ancien stade à proximité de la Table Mountain. Cette enceinte de près de 70 000 places suscita la colère de certaines associations de Cape Town hostiles à l'implantation du Green Point Stadium entre l'océan Atlantique et la Table Mountain, un site naturel extrêmement protégé et prisé par les touristes étrangers

(Clichés : P. Charles)

III – Et après 2010 ?

En 2008, la FIFA avait émis des doutes quant à la capacité des autorités sud-africaines à respecter les délais dans la construction des stades¹⁹. Pour la première fois dans l'organisation d'une coupe du monde, les responsables de cette instance sportive internationale organisatrice de ce type d'événement ont fait savoir que le Mondial 2010 pouvait être déplacé au Brésil, pays initialement choisi pour recevoir le Mondial 2014. En outre, les graves crises économique et financière que connaissent les principaux pays industrialisés depuis 2008 compromettent cette fois-ci non pas le financement des stades, ni la vente des billets pour les matches de ce Mondial 2010²⁰, mais la pérennité de ces infrastructures sportives et autres équipements urbains à plus long terme.

1 – Les incertitudes avant 2010

Pour toutes ces raisons, la coordination des moyens entre les dirigeants sportifs, économiques et institutionnels doit s'effectuer préalablement à tout événement de cette dimension, qui est supposé être un catalyseur en vue de grands projets urbains. Le Mondial 2010 ne doit cependant pas être le prétexte pour instaurer des mesures trop radicales en matière de sécurité afin d'asseoir des politiques urbaines à grande échelle. Même s'il faut le rappeler,

chaque jour, trois cents agressions violentes se produisent dont cinquante sont mortelles dans le pays, qui est l'un des trois plus dangereux au monde après l'Irak et la Colombie (Berthelot de La Gletais, 2007).

À l'échelle d'une année, ce sont 19 000 meurtres et 240 000 cambriolages. Même si le nombre de meurtres a enregistré une baisse de 3 à 4 % ces deux dernières années (à l'inverse des délits, cambriolages, attaques à main armée, détournements de voitures et de camions, viols et agressions sexuelles qui sont en forte augmentation), il n'en demeure pas moins que les dirigeants politiques

19. En effet, depuis le début des travaux, les organisateurs déplorent des problèmes de financement pour la construction des stades, « à cause de l'inflation, de la fluctuation des taux de change et d'une augmentation des coûts liée au manque de main-d'œuvre qualifiée et d'équipement » (Fele, 2007). En outre, les chantiers des stades ont subi pendant l'été 2009 des retards pour cause de grèves des ouvriers qui réclamaient une hausse significative de salaires. Au total, ce sont 70 000 ouvriers, représentés par le syndicat des ouvriers du bâtiment sud-africains, qui exigeaient 13 % d'augmentation de salaires alors que le syndicat des patrons proposait quant à lui une hausse de 10,4 %.

20. En mars 2009, 800 000 demandes de billets, émanant principalement des États-Unis et du Royaume-Uni et équivalent à 28 des 64 matches de phases finales, avaient d'ores et déjà été vendues selon Jérôme Valcke, secrétaire général de la FIFA. Selon la configuration des stades, ce sont entre 2,8 et 3,1 millions de billets qui seront mis en vente pour les 64 matches. Ce nombre encore imprécis de billets mis en vente ne correspondra pas à la capacité totale de chacun des dix stades puisque les médias, les VIP et la sécurité doivent aussi être pris en compte dans l'enceinte des stades, réduisant ainsi le nombre de billets disponibles pour les supporters étrangers ou sud-africains.

vont maximiser les mesures de sécurité pendant le Mondial 2010. Elles atteindront leur paroxysme pendant les compétitions, avec un effectif réparti sur tout le pays de 200 000 policiers, épaulés par 420 000 agents de sécurité privés²¹. Dans ce cadre événementiel, la sécurité sera par conséquent de mise avec l'arrivée massive de supporters de tous les horizons. Dans ces conditions, doit-on systématiquement exclure tout contact entre des supporters d'équipes (en vue d'éviter tout débordement nationaliste) quelques minutes ou quelques heures avant le match où lesdites équipes seront prêtes à en découdre dans les règles du sport ? Cette ambiance, policée et tronquée, d'avant match de Coupe du monde se retrouve naturellement dans un contexte local, hors « événement planétaire », où les pratiquants (et les supporters) de chaque sport représentent une même entité urbaine mais ne se recoupent pas forcément. Les intéressés se mélangent très peu, dans la mesure où les Sud-africains se reconnaissent dans un sport « national » (le football, le rugby ou le cricket) qui reste une vitrine, voire un idéal, pour chacun des groupes socio-ethniques d'une nation dite « arc-en-ciel²² ». Dès lors, une question se pose : le Mondial 2010 contribuera-t-il à consolider et homogénéiser le corps social *via* la pérennité de structures sportives et culturelles à grande échelle et, de fait, accessibles à tous ? Mais encourager un liant socio-culturel au-delà d'une sur-médiatisation événementielle autour d'un sport, ou du moins des équipements sportifs, qui mettra en lumière les clivages interethniques, n'est pas chose anodine²³. En outre, il faut rappeler que, dans ce contexte événementiel, même si le prix du ticket n'est pas excessif, certaines catégories de la population ne parviennent toujours pas à assister à certaines compétitions sportives. Par conséquent le problème de l'accès, dans le sens de l'ouverture ou de la possibilité d'une catégorie de la population de parvenir à la connaissance ou à la compréhension d'un domaine, en l'occurrence ici un sport, son ambiance et ses valeurs, se pose. Ce problème d'accessibilité demeure dans la mesure où un nombre important d'individus est dépourvu de moyens financiers et surtout techniques

21. « Ces cinq dernières années, l'Afrique du Sud a augmenté ses effectifs de police de près de 40 %... Des renforts humains et aussi du matériel en plus, plein de nouveaux outils pour la police : des hélicoptères, des canons à eau et dix véhicules de commandement, des camions ultrasophistiqués, de véritables centres de commande mobiles, la fierté des autorités. Une armada, un déploiement sans précédent en Afrique du Sud. » (Place, 2009)

22. Expression inventée par l'archevêque anglican sud-africain noir, Desmond Tutu. Elle désigne l'Afrique du Sud dans la période post-apartheid et met ainsi en exergue l'avènement dès 1994 d'une nouvelle nation sud-africaine harmonieuse et multiraciale.

23. N'oublions pas qu'en 1950 encore, l'immatriculation de la population sud-africaine gangrenait même le sport dans son entier : « Il va de soi que tout contact et toute manifestation dans les lieux publics ou l'utilisation de ce qu'on est convenu de nommer *public facilities* (englobant aussi bien les commodités que les plages), ou les compétitions sportives pluriraciales étaient prohibés » (Guitard, 1986). Plus d'un demi-siècle après la mise en place de lois répressives qui confortaient « une domination blanche juste sur une Afrique du Sud unie », comme l'exhortait le Parti Uni au temps de l'apartheid, les stigmates de celui-ci semblent toujours subsister et ce dans des domaines aussi fédérateurs que le sport.

pour aller voir ces matches de haut rang. Les thèmes de l'accès au sport et de l'accessibilité aux stades seront sans doute lourdement abordés avant, pendant et après l'échéance 2010.

2 – Quel avenir pour les stades après le Mondial 2010 ?

L'objectif pour les responsables locaux sud-africains est de pérenniser ces nouvelles infrastructures sportives après le Mondial 2010, notamment en multipliant des modes de gestion (de type Partenariat public - privé très en vogue en France) pour les stades sud-africains. La concession est une des solutions pouvant être choisies pour l'après Coupe du monde de football. Afin de rentabiliser au plus vite ces stades, qui auront coûté très cher au contribuable sud-africain, chacun d'eux serait confié à un concessionnaire ou à un consortium qui prendrait à sa charge la construction, l'exploitation et la maintenance du stade. En contrepartie, il obtiendrait de l'État sud-africain une concession de plusieurs décennies, ainsi qu'une participation financière à son investissement : un principe similaire fut adopté pour le Stade de France de Paris - Saint-Denis dès le choix des constructeurs et la signature du permis, en 1995. Ainsi pour le nouveau stade de la métropole lilloise, qui devrait être opérationnel en 2011, la communauté urbaine de Lille paiera au partenaire privé une redevance annuelle sur une période de trente et un ans²⁴. Outre cette forme de concession, il existe aussi le *namings*, arrivé en France avec le nouveau stade du Mans, le MMArena²⁵ : ce mode de gestion des stades, à forts enjeux publicitaires et commerciaux, est très développé en Allemagne ou au Royaume-Uni²⁶. Il fait appel aux seuls gains de sociétés privées en échange

24. Toutefois, dans un contexte de partenariat public-privé, une partie des recettes annuelles de l'exploitation sera reversée à la communauté urbaine, en même temps que le conseil régional du Nord-Pas-de-Calais contribuera aussi chaque année au remboursement du stade. Le reste minimisé du financement public du stade et de ses accès sera à la charge de la communauté urbaine, ainsi que les frais d'accessibilité.

25. Dans cet exemple français de *namings*, la nouvelle enceinte de 25 000 places, baptisée MMArena (car sponsorisé par les Assurances Mutuelles du Mans), s'insère dans un pôle sport de l'agglomération mancelle, composé de la salle de « Le Mans Sarthe Basket Antarès », du circuit des 24 Heures, du circuit Bugatti, du circuit Alain Prost, et de l'hippodrome du Mans. Cependant, le mode de gestion de ce nouveau stade reste « celui du partenariat public - privé ou PPP... qui permet à une collectivité de déléguer à un tiers le financement, la construction et la maintenance d'un équipement tout en s'engageant sur les coûts et les délais de réalisation ». En l'occurrence ici, le groupe Vinci, constructeur du MMArena, aura en outre à sa charge, son exploitation et sa maintenance sur une période de 35 ans. Les recettes commerciales du stade, issues de « la billetterie, de l'organisation des matches, de conventions ou de spectacles, commercialisation de la publicité et des loges » seront partagées entre le constructeur des Bâtiments et Travaux Publics (BTP) et Le Mans Union Club 72 (MUC 72), club manceau dont l'équipe de football est le locataire du MMArena. (Lentschner, 2008).

26. À l'image de l'*Emirates Stadium* d'Arsenal en Angleterre ou l'*Allianz Arena* de Munich en Allemagne, le *namings* est un mode de gestion d'un stade (à dessein lucratif et en collaboration avec de grands groupes financiers) très généralisé dans la sphère des grands clubs de football en Europe.

d'une vitrine pour celles-ci. À Bloemfontein²⁷, le *Free State Stadium* fut aussi baptisé *Vodacom Park Stadium* en référence au principal sponsor, *Vodacom*, une entreprise de téléphonie assurant un soutien financier considérable dans le cadre de rencontres sportives de rugby et de *soccer*²⁸. *Vodacom* est implanté dans toute l'Afrique du Sud, voire l'Afrique australe, puisque cette filiale du groupe *Vodafone* est avant tout une entreprise sud-africaine.

3 – Un site polyvalent répondant aux attentes locales ?

L'objectif d'un tel complexe est de renforcer l'attractivité de toute une ville, en faisant de celle-ci une image pour l'investissement et le développement local. Au Royaume-Uni comme en France, les grandes métropoles font valoir leurs atouts et leurs projets urbains autour de ce type de complexe, dédié initialement au sport. En d'autres termes, les habitants d'Ile-de-France ne passent pas nécessairement un après-midi à Saint-Denis pour venir assister à un match de foot, de rugby ou à une compétition d'athlétisme. Aujourd'hui ces grands stades, synonymes de lieux de vie, sont des pôles dynamiques au service de toute une économie locale, parce qu'ils sont considérés comme la référence architecturale de la ville et l'image de la réussite sportive. L'appropriation de ces infrastructures *high-tech* et dynamiques par les habitants locaux semble de mise pour un fonctionnement pérenne des institutions sportives d'un pays. C'est par cette « bénédiction » locale que :

Le sport envahit aussi les espaces publics des villes (sports de rue, vélos, jogging, basket des *playgrounds*) et permet la constitution de réseaux de pratiquants mobiles qui fonctionnent sur les principes de la probation, de l'émulation et l'auto-organisation (Augustin, 2007).

Les structures sportives principales (les stades mêmes) ou secondaires (les terrains annexes ou terrains d'entraînement, les salles d'échauffement, de musculation, les salles de récupération), toutes rénovées, voire créées pour l'occasion, sont vouées à devenir, pour certaines d'entre elles, après le Mondial 2010 aussi bien des outils pratiques et quotidiens pour l'ensemble

27. Dans la capitale de la province de l'État Libre, il n'y a pas un week-end où le sport n'est pas de la fête, que ce soit pour un match de cricket, de rugby ou de football. Les locaux viennent supporter les *Bloemfontein Celtic*, équipe locale de football, les *Free State Cheetahs* et les *Central Cheetahs*, deux équipes locales de rugby à XV évoluant respectivement dans le championnat national sud-africain, la *Currie Cup*, et dans la compétition internationale du *Super 14* réunissant des franchises sud-africaines, néo-zélandaises et australiennes.

28. Le football est aussi appelé *soccer* sur le continent nord-américain afin d'éviter tout amalgame avec le football américain et le football canadien. Cette dénomination s'est étendue dans d'autres pays anglophones comme l'Afrique du Sud.

de la population locale que des moyens de communication et d'expression efficaces pour les habitants des villes sud-africaines.

Et à l'instar de la nouvelle génération des stades européens, ceux du Mondial 2010 s'entoureront d'équipements publics et de services censés répondre aux préoccupations quotidiennes des habitants des villes hôtes. Des cinémas, des magasins de sports et loisirs, d'équipements de maison, des chaînes hôtelières et des brasseries - restaurants viennent s'implanter aux abords des stades. Il en est de même pour les bureaux, les pépinières d'entreprises ou parfois les laboratoires de recherche qui utilisent l'image futuriste de ces stades *high-tech*, et fournissent en échange par leur présence une plus-value tertiaire ou tertiaire supérieure. La polyvalence de la structure du stade l'amène à accueillir en son sein différentes installations telles qu'un centre de remise en forme, une piscine ou encore un musée et des salles de conférences. De même, des manifestations de type conventions ou séminaires d'entreprises ayant une portée nationale, voire internationale, peuvent être organisées tout comme des manifestations culturelles et festives (dans des salles de spectacles pluridimensionnelles²⁹), telles que des concerts ; elles doivent permettre un fonctionnement optimal d'un complexe dont les coûts de construction et de gestion restent exorbitants. Mais ce type de complexe sera-t-il conçu pour satisfaire les besoins des habitants locaux, ou d'un certain nombre d'habitants locaux seulement ? Le développement d'un tel site s'accompagnera-t-il de l'essor d'un tourisme qui s'adonnera aux visites organisées propres aux stades ainsi qu'aux activités ludiques, culturelles, commerciales environnantes ?

*

Les objectifs de l'Afrique du Sud sont de deux ordres : international, car il s'agit pour les responsables sud-africains de rendre légitime la candidature d'un pays émergent pour l'organisation d'un événement sportif planétaire et de renforcer le rôle de l'Afrique du Sud en tant que locomotive économique pour l'ensemble du continent africain ; national, car ces mêmes responsables espèrent continuer à gommer progressivement les traces géographiques de

29. Bernard Laporte, ancien secrétaire d'État chargé des Sports auprès de la ministre de la Santé, de la Jeunesse et des Sports dans le second gouvernement Fillon (du 22 octobre 2007 au 23 juin 2009), accorde une place importante au secteur privé dans la construction des futures enceintes sportives qui tiennent de plus en plus le rôle de salles de spectacles pluridimensionnelles en France. Il affirmait, notamment dans le numéro de février 2008 du mensuel *Footpro*, le magazine officiel de la ligue professionnelle de football, que « nous [la France] serons obligés de nous tourner vers le secteur privé pour construire nos stades... Que les collectivités territoriales y participent, je ne dis pas non. Mais si nous pouvons construire des enceintes entièrement privées, nous le ferons ». Bernard Laporte est en outre l'instigateur de la commission « Grands Stades 2016 », chargée de réaliser un état des lieux des infrastructures en vue de la candidature de la France à l'Euro 2016.

l'apartheid avec l'arrivée de cet événement et ce presque vingt ans après avoir rendu caduc son appareil législatif. Toutes les villes sud-africaines possèdent en effet des vestiges de ce passé houleux, et sa fin a eu le mérite d'affranchir les hommes des barrières existant entre les différentes *townships*³⁰. Ces deux objectifs semblent être affermis par cet événement et ces sites sportifs et culturels qui s'insèrent dans des politiques urbaines, et par ce sport très populaire parmi la population noire sud-africaine, alors que le sport national chez les Blancs sud-africains reste le cricket devant le rugby. Avec cette nouvelle donne en Afrique du Sud, l'influence des *Afrikaners* dans le sport sud-africain est-elle remise en cause ? Ou bien assiste-t-on à l'émergence de nouveaux quartiers et à l'amorce dans ceux-ci d'un développement multi-ethnique et d'une mixité sociale ?

En outre, l'arrivée d'une Coupe du monde de football dans un pays à fortes inégalités socio-économiques doit-elle seulement être vouée à satisfaire les intérêts et impositions d'un organisme international, aussi puissant que la FIFA, et de ses partenaires privilégiés³¹ ? Le Mondial de football est censé essayer de résoudre, dans le souhait des autorités sud-africaines, les carences encore existantes de certains équipements locaux en attirant un grand nombre de touristes étrangers et en mobilisant les habitants et les forces vives locales. Mais ces projets à long terme permettront-ils de supplanter des mobilisations humaines parfois sans lendemain ainsi que des entreprises politique et économique de type éphémère ? Ces complexes sportifs, culturels et festifs seront-ils une amorce à tous types d'investissement ou d'initiative dans une économie qui possède des indicateurs en phase avec les pays industrialisés et d'autres qui témoignent d'un besoin criant d'infrastructures élémentaires ? Cet événement sera-t-il l'instrument d'espaces urbains qualifiés ou re-qualifiés destinés aux touristes, aux habitants locaux ou aux deux ? Développera-t-on à l'issue de ce Mondial 2010 des équipements

30. « Zones résidentielles que le système d'apartheid avait aménagées à la périphérie des villes à l'intention des seuls Noirs, Indiens et Métis, pour les exclure des espaces résidentiels fonctionnels réservés aux Blancs, conformément à son idéal de ségrégation raciale. Par extension, il désigne aussi toute agglomération noire (ou non blanche), située dans une zone urbaine à l'intérieur de l'ancienne Afrique du Sud blanche ou dans le périmètre territorial des anciens *homelands* apparus à la suite des Lois de 1913 (*Native Land Act*) et de 1936 (*Native Trust and Land Act*) et à la suite desquels la population africaine fut refoulée dans des réserves "désignées" par le gouvernement pour le "développement séparé" des différents groupes raciaux. Appelés *homelands* ou *bantoustans*, ils étaient au nombre de quatre à être "indépendants" et au nombre de six à être "autogouvernés" » (Onana, 1996).

31. Parmi les partenaires privilégiés de la FIFA, on peut citer des grands groupes privés tels qu'*Adidas*, *Coca-Cola*, *Sony*, *Visa*, *Emirates*, *Hyundai/Kia*, à ne pas confondre avec le statut de partenaires, d'une part, et avec celui de sponsors de la Coupe du monde de la FIFA, parmi lesquels on trouve *MTN*, *MacDonald's* ou *Continental* ; et, d'autre part, avec celui de supporters nationaux dont les deux principaux, pour ce Mondial 2010, sont *FNB* et *Telkom*. Ce dernier assurera la mise en conformité du réseau de lignes fixes, ainsi que la construction des infrastructures des centres médias des différents stades et du centre de diffusion international basé à Johannesburg.

pérennes pour les touristes ou plutôt des infrastructures élémentaires pour les populations locales ?

Les autorités politiques sud-africaines sont conscientes qu'il n'y aura pas de résultat probant si les initiatives se cantonnent au contexte événementiel, cette Coupe du monde, à des villes hôtes et à une partie restreinte de la population sud-africaine. L'objectif affiché par les organisateurs est de susciter des émulations dans toutes les couches de la société et cela dans la durée, afin de rendre crédible les espoirs fondés sur le développement d'une société composite par l'entremise du sport et d'un lieu dédié au sport. Mais aussi elles veulent permettre à tout le monde un amortissement durable, un accès et une accessibilité de ces infrastructures issues de ce Mondial 2010. Il appartient aux professionnels de l'aménagement, de la programmation urbaine, aux côtés des élus et des instances administratives, de prendre en charge le suivi et la gestion de ces projets sur les moyen et long termes pour en assurer la pérennité et en garantir des objectifs autres que ceux d'un coup médiatique. L'exemple du stade de France qui a suscité, lors de sa réalisation, de nombreuses critiques de la part des sceptiques, montre, quinze ans après, les impacts sur les tissus urbain, économique et social d'une commune défavorisée de l'Ile-de-France par l'association de volontés politique et administrative fortes.

Bibliographie

Ouvrages généraux

Augustin J.-P., 2007 - *Géographie du sport: spatialités contemporaines et mondialisation*. Collection U, Armand Colin : Paris, 224 p.

Bessy O., 2008 - *Sport, loisir, tourisme et développement durable des territoires*. Presses universitaires du sport (PUS) : Paris, 178 p.

Boniface P., 2002 - *La terre est ronde comme un ballon: géopolitique du football*. Éditions du Seuil : Paris, 201 p.

Bouillon A., 1981 - *Le sport et l'Apartheid*. Collection Sports, Albatros : Paris, 319 p.

Defrance J., 1997, 2006 - *Sociologie du sport*. La Découverte : Paris, 2^e et 5^e éditions.

Du Toit J., Pillay U. et Tomlinson R., 2006 - *Democracy and Delivery: Urban Policy in South Africa*. HSRC Press : Cape Town, 344 p.

Duret P. et Bodin D., 2003 - *Le Sport en questions*. Collection sports études, Chiron : Rennes, 190 p.

Folliet L., 2001 - *Les dimensions politiques et sociales du sport sud-africain : de la « racialisation » à l'objectif de réconciliation nationale*. IEP : Grenoble, 297 p.

Gervais-Lambony P., Jaglin S., Mabin A., dir., 1999 - *La question urbaine en Afrique Australe : Perspective de recherche*. Karthala et IFAS : Paris, 332 p.

Giband D. et Holtz J., 2007 - *Les territoires du sport entre politiques et pratiques*. Collection Études, Presses Universitaires de Perpignan : Perpignan, 190 p.

Guitard O., 1986 - *L'apartheid*. Coll. Que sais-je ?, Presses Universitaires de France : Paris, 126 p.

Herrero M., 1993 - *Le rôle politique et social du sport en Afrique du Sud dans le cadre de l'Apartheid (1948-1992)*. Mémoire, Institut d'Études Politiques : Aix-en-Provence.

Onana J-B., 1996 - *L'aménagement urbain en Afrique du Sud, entre Apartheid et pauvreté (1948-1995)*. Coll. Villes et entreprises, L'Harmattan : Paris, 368 p.

Pillay U., Tomlinson R. et Bass O., 2009 - *Development and dreams : the urban legacy of the 2010 football world cup*. HSRC Press : Cape Town, 316 p.

Rennes J-M., 1999 - *La recherche sur la ville en Afrique du Sud*. Collection Villes, Anthropos : Paris, 252 p.

Sobry C., 2005 - *Le tourisme sportif*. Collection Sciences sociales, Presses Universitaires du Septentrion : Paris, 384 p.

Villemus P., 1998 - *L'organisation de la coupe du monde de football, quelle aventure*. Le Cherche-midi : Paris, 235 p.

Thomas R., 2006 - *Histoire du Sport*. Coll. Que sais-je ?, Presses Universitaires de France : Paris, 127 p.

Revues et Périodiques

Augustin J-P., 2008 - Comment la planète a adopté le sport ? *La GéoGraphie, terre des hommes*, n° 3, p. 15-25.

Bacqué M.-H., 1998 - Le Stade de France à Saint-Denis : Grands équipements et développement urbain. *Les annales de la recherche urbaine*, Paris, n° 79, Juin, p. 127-133.

Bromberger C., 1989 - Le Stade de football : une carte de la ville en réduction. *Mappemonde*, Paris, n° 2, p. 40-57.

Falcoz M. et Chifflet P., 1998 - La construction publique des équipements sportifs : aspects historique, politique et spatial. *Les annales de la recherche urbaine*, Paris, n° 79, Juin, p. 127-133.

Gervais-Lambon P., 1996 - Les villes d'Afrique du Sud : gestion de l'héritage et recomposition de l'espace. *Hérodote*, Paris, n° 82/83.

Gougnet J.-J., 2000 - Sport et mondialisation : quel enjeu pour le XXI^e siècle ? *Reflets et perspectives de la vie économique*, Paris, vol. XXXIX, n° 2-3, p. 5-15.

Moodley S., 2007 - On track for 2010. *Delivery*, novembre 2006/janvier 2007, p. 54-61.

Segrave J.O., 2000 - The (Neo) modern olympic games. *International review for the sociology of sport*, vol. 35, n° 3, p. 268-281.

Articles de presse

Bangre H., 2008 - Afrique du Sud: la Coupe du monde qui valait 30 milliards. *Afrik.com*, Afrique du Sud, 19 mars.

Berthelot de La Gletais J., 2007 - L'Afrique du Sud sera-t-elle prête ? *France Soir*, Paris, 26 novembre.

Charrier P., 2008 - Le Stade de France, dix ans et plein de projets... de spectacles. *la-Croix.com*, 25-1-2008.

Duval Smith A., 2009 - Ballons ronds et coups tordus. *Courrier international*, Paris, 28 mai, (tiré de l'hebdomadaire britannique *The Observer*, Londres).

Falcao C., 2006 - Les deux économies de l'Afrique du Sud. *Perspective Monde*, Paris, 11 novembre.

Fele S., 2007 - Coupe du Monde 2010 : l'Afrique du Sud manque de fonds. La construction des stades pour le Mondial 2010 nécessite plus d'argent. *Afrik.foot*, mercredi 24 janvier 2007.

Gbadamassi F., 2004 - Coupe du Monde 2010 : l'Afrique du Sud est prête. Les officiels et les responsables sud-africains du tourisme sont confiants. *Afrik.com*, Afrique du Sud, 19 mai.

Lentschner K., 2008 - Vinci décroche le stade du Mans. *Le Figaro*, Paris, 30 juin.

Lewis A., 2009 - Strike threat to 2010 plans. *Cape Times*, Cape Town, 7 juillet.

Pouthier A., 2008 - Football: les stades de France doivent faire leur mue. *Le Moniteur*, Paris, 25 novembre.

Rivière P., 2008 - Quand les Sud-Africains réclament un toit. *Le Monde diplomatique*, Paris, avril.

Smith D., 2009 - Mugabe hopes England and Brazil will use Zimbabwe as World Cup base. *The Guardian*, London, 12 juin.

Chroniques et reportages radio

Place R., 2009 - *L'Afrique du Sud à un an de la Coupe du Monde de football*. *France-info.com*, Afrique du Sud, 15 mai.

Résumé

Les dirigeants du football international ainsi que les Sud-africains attendent beaucoup de la première Coupe du monde de football organisée en Afrique. Pour les premiers, l'Afrique du Sud s'est engagée à développer le pays autour d'infrastructures sportives pourvues d'un cahier des charges rigoureux. Il s'agit en effet pour l'Afrique du Sud de démontrer sa capacité à organiser un événement sportif planétaire sans omettre de maîtriser les problèmes de fond, propres à la société sud-africaine. Pour les seconds,

cet événement doit générer un bénéfice sur le moral des Sud-africains, et offrir pour certains un exutoire face aux fléaux majeurs comme l'insécurité, les disparités socio-ethniques, les problèmes de transports en commun et/ou de logements qui sont le quotidien de nombreux Sud-africains. Un événement sportif planétaire, c'est sans nul doute un impact majeur sur toute l'économie d'un pays, voire d'une région continentale. C'est aussi une image nouvelle pour l'Afrique du Sud. Dès lors, les touristes ou investisseurs identifieront le pays à un lieu sportif ou à une figure sportive. Et ces symboles seront l'image d'une ville et d'un pays qui ose, qui va de l'avant et qui peut produire des événements connus désormais du monde entier.

Mots Clés: Afrique du Sud, Coupe du monde de football, infrastructure sportive, Insécurité, criminalité, Tourisme, Transports en commun.

Abstract

Social and economical stakes of the 2010 Soccer World Cup

The dignitaries of international football and the South Africans expect a lot from the First World Cup to be held in Africa. For the former, South Africa has committed itself to develop sports facilities in the country within the frame of rigorous specifications. It is important for South Africa to demonstrate its capacity to organize a global sporting event without failing to master the substantial problems of the South African society. As for the latter, the event must generate extra spirit for South African people, and provide a way out of the major scourges of their lives such as insecurity, ethnic and social disparities, problems with public transport and/or housing, which are the daily routine of many South Africans. A global sporting event is without doubt a major impact on the entire economy of a country or even a continental region. It is also a new image for South Africa. Ever since, tourists and investors will be able to identify the country to a sport or a sports figure. And these symbols will be the image of a city or a daring country, which is moving forward and able to produce in future events know around the world.

KEYWORDS: *South Africa, Global sport event, Insecurity, criminality, Soccer World Cup, Sports facilities, Tourism, Public transport.*